



#LA FORMATION FAIT TOUTE
LA DIFFÉRENCE



Rapport du deuxième trimestre 2016

RAPPORT FINANCIER
pour le trimestre clos le 30 septembre 2015

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
14	6. Résultats consolidés
18	7. Résultats par secteur
25	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
26	9. Situation financière consolidée
27	10. Regroupements d'entreprises
28	11. Modifications de méthodes comptables
29	12. Contrôles et procédures
30	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

31	État consolidé de la situation financière
32	État consolidé du résultat net
33	État consolidé du résultat global
34	État consolidé des variations en capitaux propres
35	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

36	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
37	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
38	Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées
38	Note 4 – Regroupements d'entreprises
39	Note 5 – Créances clients
40	Note 6 – Charges financières – montant net
40	Note 7 – Aide gouvernementale
41	Note 8 – Résultat par action et dividendes
41	Note 9 – Rémunération du personnel
41	Note 10 – Autres profits – montant net
41	Note 11 – Coûts de restructuration
42	Note 12 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et le résultat
42	Note 13 – Éventualités
42	Note 14 – Juste valeur des instruments financiers
45	Note 15 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
47	Note 16 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 616,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2016, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est élevé à 75,3 millions \$ (0,28 \$ par action) au deuxième trimestre vs 42,0 millions \$ (0,16 \$ par action) l'an dernier.

Le résultat net avant les éléments particuliers* était de 47,7 millions \$ (0,18 \$ par action) au deuxième trimestre, en hausse de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. Les éléments particuliers étaient constitués ce trimestre de coûts de restructuration (montant net après impôt) de 1,8 million \$ liés au programme d'amélioration des processus en cours et d'un élément fiscal non récurrent de 29,4 millions \$. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« Je suis satisfait de notre croissance solide ce trimestre et de l'accueil réservé à nos solutions de formation innovatrices. Nous avons enregistré un niveau élevé de commandes, ce qui nous a permis d'atteindre un nouveau record, soit un carnet de commandes de 6,4 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans le secteur Civil, nous avons obtenu une croissance dans les deux chiffres pour ce qui est du résultat opérationnel par rapport à l'an dernier et nous avons conservé notre position de chef de file du marché. Du côté de la Défense, nous avons également enregistré une croissance des revenus dans les deux chiffres et les commandes ont excédé les revenus pour le troisième trimestre consécutif, ce qui confirme nos récentes perspectives de croissance. Nos progrès au deuxième trimestre nous placent en bonne position pour atteindre nos perspectives positives pour l'exercice financier ».

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 365,2 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 23 % comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel* s'élève à 50,1 millions \$ (13,7 % des revenus), en hausse de 10 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier. Le taux d'utilisation* des centres de formation est de 64 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé une série de contrats portant sur des solutions de formation couvrant l'éventail complet des capacités de CAE, y compris la vente de 16 simulateurs de vol (FFS) et de programmes de formation auprès de compagnies aériennes et d'exploitants d'aéronefs d'une valeur de 481,9 millions \$. Ces solutions couvrent la totalité de la carrière des pilotes professionnels, de la formation d'élève-pilote à commandant de bord, en passant par la formation du personnel de bord, le placement de membres d'équipage ainsi que l'exploitation de centres de formation et les services après livraison. Parmi les contrats figurent la vente de deux FFS Boeing 737 MAX à Air Canada, un FFS A320 à Airbus, un renouvellement de services à long terme avec JetBlue Airways, et un nouveau contrat à long terme exclusif de formation au pilotage avec Eastern Air Lines. Le ratio des commandes/ventes du secteur Civil s'établit à 1,32 ce trimestre et à 1,16 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint un montant record de 3,0 milliards \$ au deuxième trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 226,2 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 8 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'élève à 28,4 millions \$ (12,6 % des revenus), en hausse de 11 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a signé d'importants contrats portant sur les plateformes ayant une longue durée de vie, y compris les simulateurs et dispositifs d'entraînement pour l'hélicoptère MH-60 Seahawk de la U.S. Navy, et un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes C-130J/LM-100J pour Lockheed Martin. Le secteur Défense a également enregistré des commandes portant sur des systèmes intégrés d'entraînement avec des options de contrat exercées pour une série de programmes de services d'entraînement à long terme y compris les MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper de l'U.S. Air Force, le KC-135 de l'U.S. Air Force et le T-44C de la U.S. Navy, ainsi que du soutien en service pour les simulateurs Eurofighter de la Force aérienne allemande. Le secteur Défense a également conclu l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), dont l'intégration est actuellement en cours. Cette acquisition fait de CAE le maître d'œuvre responsable du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) qui fournit des pilotes qualifiés d'avion de chasse aux clients dans le domaine de la défense. Au total, le groupe Défense a reçu des commandes d'une valeur de 318,8 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 1,41. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,10. Le carnet de commandes du secteur Défense a atteint un montant record de 2,9 milliards \$ au deuxième trimestre, pour un montant total de 3,4 milliards \$ en incluant le carnet de commandes provenant de l'acquisition de FAMB.

Santé

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Santé se chiffrent à 25,4 millions \$ au deuxième trimestre, comparativement à 24,3 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 1,5 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre, comparativement à 1,8 million \$ l'an dernier (7,4 % des produits des activités ordinaires).

Au cours du trimestre, CAE Santé a vendu des produits et services tirés de sa vaste gamme de solutions aux fournisseurs de soins de santé, aux universités, aux services médicaux d'urgence et aux forces armées du monde entier. Parmi les points saillants, mentionnons un contrat pour une gamme complète de simulateurs et de solutions de gestion de centres pour le Centre universitaire de santé McGill qui seront utilisés pour la recherche au Centre de médecine innovatrice. De plus, CAE Santé a vendu des

simulateurs d'intervention personnalisés à un fabricant d'équipements médicaux, Abiomed, pour former les équipes du laboratoire de cathétérisme à utiliser sa pompe cardiaque Impella®. CAE Santé s'est associée à une importante société scientifique, l'International Nursing Association for Clinical Simulation & Learning (INACSL), et ensemble ils ont lancé le Programme avancé en simulation de l'INACSL et de CAE Santé pour les enseignants et les professionnels de la santé.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles* provenant des activités poursuivies affichent une valeur positive de 101,7 millions \$ au deuxième trimestre, comparativement à une valeur négative de 17,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à un investissement plus faible dans le fonds de roulement hors trésorerie*. Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies et les flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement s'élèvent à 65,5 millions \$, comparativement à une valeur négative de 84,4 millions \$ au cours de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le recouvrement d'impôt sur le résultat de 17,2 millions \$ s'explique essentiellement par le règlement de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, ce facteur ayant été neutralisé en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux. Abstraction faite des éléments non récurrents comptabilisés ce trimestre, la charge d'impôt sur le résultat se serait chiffrée à 12,2 millions \$, pour un taux d'imposition de 21 %, comparativement à 24 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition s'explique essentiellement par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations* liées à la croissance et à la maintenance totalisent 25,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à 35,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

La dette nette* s'élève à 936,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 1 006,8 millions \$ au dernier trimestre. Le ratio de la dette nette sur le capital total* de CAE a diminué à 33,5 % comparativement au trimestre précédent.

Le rendement du capital utilisé* (RCU) a atteint 11 % ce trimestre, comparativement à 10,3 % au dernier trimestre et à 10,7 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

CAE versera un dividende de 7,5 ¢ par action le 31 décembre 2015 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 décembre 2015.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2016

CAE continue de prévoir une croissance à l'exercice 2016 dans tous ses secteurs d'activités, avec un deuxième semestre plus fort par rapport au premier, principalement attribuable au caractère saisonnier lié à certains secteurs. Du côté Civil, la Société prévoit une croissance dans les deux chiffres du résultat opérationnel et une amélioration des marges opérationnelles par rapport au niveau atteint l'an dernier, soit 16,3 %, principalement en raison du taux d'utilisation plus élevé dans ses centres de formation. CAE prévoit également que ses ventes de FFS devraient être du même ordre qu'au cours de l'exercice 2015. Du côté Défense, CAE prévoit une croissance modeste des marges opérationnelles d'environ 12-13 %. CAE continue d'anticiper un rendement du capital utilisé plus élevé à mesure qu'elle augmente le taux d'utilisation de ses centres de formation, qu'elle s'approprie une part plus importante des activités de formation de ses clients, qu'elle met en œuvre son plan d'amélioration des processus et qu'elle investit progressivement dans des occasions de croissance rentables et orientées vers le client.

*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2015

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2015

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 616,8 millions \$ ce trimestre, en hausse de 59,8 millions \$, soit 11 %, par rapport au trimestre précédent et de 87,4 millions \$, soit 17 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont chiffrés à 1 173,8 millions \$, en hausse de 118,2 millions \$, soit, 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2015

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 75,3 millions \$ (soit 0,28 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 44,9 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au trimestre précédent, en hausse de 30,4 millions \$, soit 68 %, et à 42,0 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2015, en hausse de 33,3 millions \$, soit 79 %;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 120,2 millions \$ (soit 0,45 \$ par action), comparativement à 85,8 millions \$ (soit 0,32 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 34,4 millions \$, soit 40 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société sont des coûts de restructuration de 2,4 millions \$ (1,8 million \$ après impôt, soit 0,01 \$ par action) pour le trimestre écoulé et de 10,1 millions \$ (7,5 millions \$ après impôt, soit 0,03 \$ par action) pour le premier semestre de l'exercice 2016, ainsi qu'un élément fiscal non récurrent de 29,4 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) pour le trimestre écoulé. Pour le trimestre écoulé, le résultat net avant les éléments particuliers¹ s'est établi à 47,7 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers¹, à 0,18 \$. Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le résultat net avant les éléments particuliers a totalisé 98,3 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers, 0,37 \$;
- Pour le trimestre écoulé, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 6,5 millions \$ (soit 0,02 \$ par action), comparativement à une perte de 0,5 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2015. Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le résultat des activités abandonnées correspond à une perte de 7,0 millions \$ (soit 0,03 \$ par action), comparativement à une perte de 1,1 million \$ (soit néant par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies positifs de 101,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies ont affiché une valeur positive de 126,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à (46,4 millions \$) au trimestre précédent et à 13,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 16,0 millions \$ ce trimestre, à 14,6 millions \$ au trimestre précédent et à 20,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes reçus des participations mises en équivalence ont totalisé 2,1 millions \$ ce trimestre, 12,3 millions \$ au trimestre précédent et 1,1 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie se sont établis à 12,1 millions \$ ce trimestre, à 12,9 millions \$ au trimestre précédent et à 11,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 50,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a diminué de 105,8 millions \$ pour s'établir à 216,5 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les actifs nets détenus en vue de la vente ont diminué de 48,3 millions \$ à la suite de la vente de notre division minière au cours du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 79,5 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont respectivement progressé de 158,4 millions \$ et de 33,2 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 936,8 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 1 006,8 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,34 (ratio de 1,32 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,41 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,14 (ratio de 1,16 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,10 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 826,1 millions \$, comparativement à 519,5 millions \$ pour le trimestre précédent et à 489,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015;
- Le carnet de commandes total², qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des contreprises et les commandes non financées, s'établissait à 6 382,0 millions \$ au 30 septembre 2015.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 481,9 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 16 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 318,8 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 25,4 millions \$.

AUTRES

- Le 24 juillet 2015, nous avons conclu la vente de notre division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 32,0 millions \$, compte non tenu d'un ajustement du fonds de roulement et d'une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 10,0 millions \$ à l'atteinte de certains résultats financiers. Les résultats de notre division minière sont présentés dans les activités abandonnées depuis maintenant un an. Vous trouverez un complément d'information sous *Activités abandonnées*;
- Le 30 septembre 2015, nous avons acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation destinés à l'entraînement en vol dans le domaine de la défense. Vous trouverez un complément d'information sous *Regroupements d'entreprises*.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2016* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2016;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2015;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 novembre 2015 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2015. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au deuxième trimestre de l'exercice 2016. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2015 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2015 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de la Société dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale, les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, la cybersécurité, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur nos activités vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2015. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités futures.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à près de 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 établissements et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.3 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces armées, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation exhaustives dans le secteur de l'aviation, nous répondons aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous sommes bien établis en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères.

Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 259 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage et un parc de plus de 170 avions. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils de formation comme des logiciels, des didacticiels et des aides à la formation faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE. Nos processus sont en constante évolution et nous sommes le chef de file du marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, les Global 5000/6000 et Global 7000/8000, le Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle peut se prolonger pendant plusieurs décennies d'usage constant. Nous offrons également le meilleur soutien qui soit grâce à une gamme complète de produits et à notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière d'attestation des pilotes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux avions;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes.

Réglementation en matière d'attestation des pilotes

L'aviation civile est un secteur régi par des normes mondiales et nationales strictes, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Puisque les exigences de formation sont obligatoires et récurrentes, la demande pour nos solutions de formation est principalement tributaire de la flotte mondiale d'avions commerciaux, qui a progressé à un taux annuel moyen de 3,1 % au cours des 20 dernières années et qui devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. Dans le monde, la taille de la flotte d'avions commerciaux s'est accrue de 3,7 % entre septembre 2014 et septembre 2015, affichant une hausse de 7,9 % en Asie et de 7,3 % au Moyen-Orient, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Europe.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires augmentent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), avec la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et avec les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation initiale dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation traditionnelle sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie, au Moyen-Orient et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

La Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a adopté en 2013 des règlements en matière d'attestation et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquels les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL ainsi qu'une qualification de type propre à un appareil donné. Les pilotes qui demandent une ATPL doivent satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. La FAA a autorisé CAE à mettre en place le programme de formation à la licence de pilote de ligne à notre centre de formation de Dallas, et nous prévoyons étendre l'accès à ce programme à d'autres centres de formation aux États-Unis.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance du trafic aérien se traduit par une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le trafic aérien a progressé à un taux moyen d'environ 5 % au cours des 20 dernières années, et le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Pour les neuf premiers mois de l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,7 % comparativement aux neuf premiers mois de l'année civile 2014. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 12,2 % au Moyen-Orient, de 9,0 % en Asie et de 6,3 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 5,5 % en Europe et de 3,9 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a poursuivi son évolution, affichant une progression de 1,8 % au cours des 12 derniers mois. Il existe un lien étroit entre le niveau de rentabilité des entreprises et la croissance économique et la demande pour les vols d'avions d'affaires. Les facteurs déterminants du secteur des hélicoptères sont semblables à ceux du secteur de l'aviation d'affaires, et la demande des exploitants d'hélicoptères en mer est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de la demande des exploitants d'hélicoptères extracôtiers.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

La demande de professionnels de l'aviation est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs s'est traduite par une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Dans une étude publiée en 2011, l'OACI conclut que quelque 26 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale d'ici 2030 pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux avions

Les fabricants OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commandes record de plus de 14 000 appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services. Ce carnet de commandes est composé en grande partie de plateformes d'appareils évoluées, ce qui propulse la demande de nouveaux types de solutions de formation et de dispositifs de formation fondée sur la simulation. Ces nouvelles plateformes et nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise technologique pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de Série CAE 7000XR, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et les programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation.

Les fabricants OEM de jets d'affaires ont annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Les livraisons de nouveaux appareils propulsent la demande pour des services et produits de formation; toutefois, les programmes pourraient subir des retards qui se répercuteraient sur les contrats de formation, les prises de commandes et les livraisons de FFS.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de capacité des pilotes, l'évolution de la réglementation et de l'environnement de formation et le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions de formation réelle, virtuelle et constructive intégrée destinées aux forces de défense. Notre expertise englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation aux organismes gouvernementaux et aux organisations de sécurité, notamment en matière de gestion des urgences et des catastrophes. Nous nous tournons de plus en plus vers des programmes d'une envergure plus vaste qui nécessitent l'intégration de l'entraînement intégré réel, virtuel et constructif (LVC), étant donné que les forces de défense et de sécurité s'efforcent d'équilibrer leurs activités de formation de manière à maximiser la préparation et l'efficacité.

Nous sommes particulièrement bien placés en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, grâce à notre capacité d'offrir à nos clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive des pilotes aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive qui conjugue entraînement réel, virtuel et constructif. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

Les budgets de défense continuent de subir des pressions, surtout dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe, ce qui pousse les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde et à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien.

Bien que les budgets des marchés occidentaux parvenus à maturité subissent des pressions, d'autres régions dans le monde profitent de l'occasion d'acquérir des technologies occidentales qui leur permettent de moderniser et d'équiper leurs forces armées. De plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient. Bon nombre des possibilités provenant de ces régions sont liées à des plateformes durables que CAE connaît très bien, comme l'avion de transport C-130J Hercules, l'avion de patrouille maritime P-8A et un éventail de plateformes d'hélicoptères.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces de défense n'ont pas l'obligation réglementaire d'utiliser la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique va bon train. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices d'entraînement sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. Par exemple, CAE a récemment soutenu la participation de la Royal Australian Air Force (RAAF) à l'exercice *Coalition Virtual Flag*, ce qui a permis à la RAAF de bénéficier d'un entraînement qui n'aurait peut-être pas été possible avec de véritables aéronefs.

Aux États-Unis, l'incertitude qui perdure quant au budget du gouvernement pour l'exercice, à la possibilité que le gouvernement utilise une résolution permanente pour financer les programmes de défense et à la menace de séquestration budgétaire signifie que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à établir, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, l'incertitude fiscale et la rationalisation de la structure des forces armées ont ralenti les programmes d'acquisition. L'adoption accrue de la formation fondée sur la simulation contrebalance toutefois cette diminution de la structure des forces.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense et de sécurité du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes de formation nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système de formation dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur indépendant de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense et de sécurité est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et préparer aux missions à moindres coûts et, dans certains cas, pour un investissement en capital moins élevé. Par exemple, nous poursuivons la livraison de nouveaux dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services de formation deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son système d'instruction actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra la création de l'aire de combat virtuelle. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des fabricants OEM pour ces plateformes. Nous avons également un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI, et nous avons signé un contrat visant le développement d'un système d'entraînement Predator/Reaper pour la Force aérienne italienne.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à l'entraînement, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, et offrons des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicales), des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continu, tels que des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins de santé, où nous sommes un chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousseaux de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Nous offrons des services de consultation et de gestion de projets clés en main dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed, sous fluoroscopie et échographie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, suivie de l'Europe et de l'Asie. Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, la demande importante en services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,7 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant leur traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Fidelis Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2015	30 juin 2015	Augmentation	31 mars 2015	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,34	1,25	7 %	1,27	6 %
Euro (€)	1,50	1,39	8 %	1,36	10 %
Livre sterling (£)	2,02	1,96	3 %	1,88	7 %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2015	30 juin 2015	Augmentation	30 septembre 2014	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,31	1,23	7 %	1,09	20 %
Euro (€)	1,46	1,36	7 %	1,44	1 %
Livre sterling (£)	2,03	1,88	8 %	1,82	12 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 40,5 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre et par une augmentation de 3,7 millions \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015. Pour le premier semestre de l'exercice 2016, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 51,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une hausse de 6,2 millions \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2015. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'année précédente et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une variation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de production au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – deuxième trimestre de l'exercice 2016

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Produits des activités ordinaires	616,8	557,0	631,6	559,1	529,4 \$
Coût des ventes	457,6	399,4	449,6	410,1	393,2 \$
Marge brute ³	159,2	157,6	182,0	149,0	136,2 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	25,8	28,3	28,8	26,6	25,7 %
Frais de recherche et de développement ³	20,3	20,8	19,5	13,6	16,6 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	69,3	71,8	69,4	70,8	60,5 \$
Autres profits – montant net	(2,0)	(4,7)	(5,6)	(10,7)	(0,2) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,4)	(11,5)	(6,7)	(7,6)	(13,5) \$
Coûts de restructuration	2,4	7,7	-	-	- \$
Résultat opérationnel ³	77,6	73,5	105,4	82,9	72,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	12,6	13,2	16,7	14,8	13,8 %
Produits financiers	(2,3)	(2,0)	(2,3)	(3,3)	(2,1) \$
Charges financières	21,4	20,7	20,6	21,1	20,4 \$
Charges financières – montant net	19,1	18,7	18,3	17,8	18,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	58,5	54,8	87,1	65,1	54,5 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(17,2)	9,8	20,2	13,1	12,9 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	(29)	18	23	20	24 %
Résultat des activités poursuivies	75,7	45,0	66,9	52,0	41,6 \$
Résultat des activités abandonnées	(6,5)	(0,5)	0,8	0,9	0,9 \$
Résultat net	69,2	44,5	67,7	52,9	42,5 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	75,3	44,9	63,3	52,1	42,0 \$
Activités abandonnées	(6,5)	(0,5)	0,8	0,9	0,9 \$
	68,8	44,4	64,1	53,0	42,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,1	3,6	(0,1)	(0,4) \$
	69,2	44,5	67,7	52,9	42,5 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,28	0,17	0,24	0,20	0,16 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,02)	-	-	-	- \$
	0,26	0,17	0,24	0,20	0,16 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 11 % par rapport au trimestre précédent et de 17 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 59,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 29,3 millions \$, soit 15 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant du niveau d'activité plus élevé à l'égard des programmes nord-américains, européens et asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont progressé de 29,0 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de l'augmentation de nos prises de commandes. Le fléchissement saisonnier de la demande de formation en Europe et en Amérique a été neutralisé par l'affermissement du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,5 million \$, soit 6 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des simulateurs d'interventions et des didacticiels.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 87,4 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont progressé de 69,2 millions \$, soit 23 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de l'augmentation de nos prises de commandes. L'augmentation s'explique également en partie par l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, par l'accroissement de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique, par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et par la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 17,1 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le niveau d'activité moins élevé à l'égard des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,1 million \$, soit 5 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et d'interventions découlant en grande partie de l'incidence favorable des variations du change du fait de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires poursuivies se sont chiffrés à 1 173,8 millions \$, en hausse de 118,2 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 96,5 millions \$, soit 16 %, principalement en raison de l'accroissement de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique ainsi que de l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. L'augmentation découle également de l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de l'accroissement de nos prises de commandes et de la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 16,1 millions \$, soit 4 %, essentiellement du fait de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains par suite du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 5,6 millions \$, soit 13 %, ce qui s'explique essentiellement par le lancement de nouveaux produits et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des garanties et des simulateurs d'interventions. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel⁴ en baisse de 1,2 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 7,2 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel s'est établi à 77,6 millions \$ ce trimestre, soit 12,6 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 73,5 millions \$, soit 13,2 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 72,8 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2015. Des coûts de restructuration de 2,4 millions \$ ont été comptabilisés ce trimestre, comparativement à 7,7 millions \$ au trimestre précédent, et le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 80,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 81,2 millions \$ au trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 1,2 million \$ et est donc demeuré stable par rapport au trimestre précédent. La baisse de 6,9 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a été compensée en partie par la hausse de 4,8 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense et sécurité et de 0,9 million \$ de celui du secteur Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 7,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015. Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 4,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 2,8 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, hausses qui ont été annulées en partie par la baisse de 0,3 million \$ du résultat opérationnel du secteur Santé.

Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le résultat opérationnel s'est chiffré à 151,1 millions \$, soit 12,9 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 144,5 millions \$, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 10,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 161,2 millions \$. Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 16,7 millions \$, soit 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de hausses de 12,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 4,5 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité. Le résultat opérationnel du secteur Santé est demeuré stable.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration* et *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Montant net des charges financières en hausse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,8 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

L'augmentation par rapport au trimestre précédent découle en grande partie de la diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif sur certains actifs à long terme.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par la diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif sur certains actifs à long terme et par la hausse des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le montant net des charges financières a totalisé 37,8 millions \$, en hausse de 3,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières liées aux obligations de R-D et aux obligations relatives aux redevances et par la diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif sur certains actifs à long terme.

Taux d'imposition négatif de 29 % pour le trimestre écoulé

Pour le trimestre, le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 17,2 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif négatif de 29 %. Pour le premier semestre de l'exercice 2016, le recouvrement d'impôt sur le résultat a totalisé 7,4 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif négatif de 7 %.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat comptabilisé pour le trimestre écoulé s'explique essentiellement par le règlement favorable de différends fiscaux au Canada à l'égard du traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, ce facteur ayant été neutralisé en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux et des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé. Abstraction faite des éléments non récurrents comptabilisés pour le trimestre écoulé, la charge d'impôt sur le résultat se serait chiffrée à 12,2 millions \$.

Abstraction faite des éléments non récurrents, le taux d'imposition du trimestre se serait établi à 21 %, comparativement à 18 % pour le trimestre précédent et à 24 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015. La variation du taux d'imposition par rapport aux périodes de comparaison s'explique essentiellement par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

Pour le premier semestre de l'exercice 2016, compte non tenu de l'incidence des éléments non récurrents, le taux d'imposition se serait chiffré à 19 %, comparativement à 22 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition s'explique d'abord et avant tout par le changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

6.2 Résultat des activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre division minière afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les résultats de notre division minière ont été classés et présentés séparément dans les activités abandonnées.

Le 24 juillet 2015, nous avons conclu la vente de notre division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 32,0 millions \$, compte non tenu d'un ajustement du fonds de roulement et d'une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 10,0 millions \$ à l'atteinte de certains résultats financiers. Pour le trimestre écoulé, nous avons comptabilisé un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 6,5 millions \$.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.3 Coûts de restructuration

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour bénéficier des avantages de la transformation de nos processus de production et de l'offre de nos produits, ce qui donnera lieu à une réduction de notre effectif. Des coûts de restructuration nets d'un montant après impôt respectif de 1,8 million \$ et de 7,5 millions \$, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net du trimestre écoulé et du premier semestre de l'exercice 2016.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 11 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 6 382,0 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 826,1 millions \$ ont été ajoutées pour le trimestre écoulé, lesquelles ont été neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 616,8 millions \$ qu'ont générés nos commandes engagées. L'acquisition de FAMB au cours du trimestre a donné lieu à un ajustement de 383,9 millions \$ des commandes engagées et de 73,8 millions \$ des commandes non financées⁵. Outre l'acquisition de FAMB, les ajustements des commandes engagées comprennent également l'incidence favorable des variations du change. Notre carnet de commandes des coentreprises s'est établi à 578,8 millions \$ et nos commandes non financées, à 754,8 millions \$.

Carnet de commandes total en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2015	Semestre clos le 30 septembre 2015
Commandes engagées en début de période	4 275,6 \$	4 354,1 \$
+ commandes	826,1	1 345,6
- produits des activités ordinaires	(616,8)	(1 173,8)
+/- ajustements	563,5	522,5
Commandes engagées en fin de période	5 048,4 \$	5 048,4 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	578,8	578,8
Commandes non financées	754,8	754,8
Carnet de commandes total	6 382,0 \$	6 382,0 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,34. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,14.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	50,1	57,0	61,8	53,8	45,4 \$
	13,7	17,0	16,8	16,7	15,3 %
Défense et sécurité	28,4	23,6	39,5	28,6	25,6 \$
	12,6	12,0	16,8	13,3	12,2 %
Santé	1,5	0,6	4,1	0,5	1,8 \$
	5,9	2,5	14,0	2,3	7,4 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	80,0	81,2	105,4	82,9	72,8 \$
Coûts de restructuration	(2,4)	(7,7)	-	-	- \$
Résultat opérationnel	77,6	73,5	105,4	82,9	72,8 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 075,1	2 023,0	1 984,2	1 887,7	1 879,4 \$
Défense et sécurité	746,3	749,4	675,5	661,8	619,6 \$
Santé	210,4	197,8	206,5	191,4	188,7 \$
	3 031,8	2 970,2	2 866,2	2 740,9	2 687,7 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Nouveaux programmes et produits

- Le simulateur Airbus Helicopters H225 situé à notre centre de formation d'Oslo (Norvège) a reçu la certification de niveau D de l'AESA.

Expansions

- Le simulateur Falcon 900/2000 EASy situé au Dallas East Training Centre au Texas (États-Unis) a reçu la certification de niveau D de la FAA.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 481,9 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 16 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Quatre FFS, soit trois Boeing 737 MAX et un Boeing 777, à Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd (SEFTC), filiale de China Eastern Airlines pour la formation. Il s'agit du premier exploitant de l'avion Boeing 737 MAX à commander ses propres dispositifs de formation;
- Deux FFS Boeing 737 MAX à Air Canada;
- Un FFS Boeing 787-8 à Hainan Airlines;
- Un FFS Airbus A320 à Airbus Asian Training Center;
- Un FFS Boeing 737NG à NITA (New Information Technologies in Aviation), société russe spécialisée dans le matériel aéronautique;
- Un FFS Airbus A320 à Air India;
- Un FFS Airbus A320neo à Pegasus Airlines;
- Un FFS Airbus A350 à Finnair;
- Un FFS AgustaWestland AW139 à CAE Líder Training, une coentreprise entre CAE et Líder Aviação;
- Trois FFS à des clients nord-américains dont l'identité demeure confidentielle.

Pour le premier semestre de l'exercice, le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a enregistré des commandes pour la fourniture de 24 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un renouvellement de contrat à long terme exclusif avec JetBlue Airways pour des services techniques et des services de maintenance des dispositifs de formation;
- Un nouveau contrat à long terme exclusif avec Eastern Air Lines pour des services de formation à la qualification de type des pilotes du Boeing 737NG;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Monarch Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Un prolongement de contrat à long terme exclusif avec Eastar Jet pour des services de formation à la qualification de type des pilotes du Boeing 737NG;
- Un prolongement de contrat à long terme avec un transporteur aérien européen pour des services de formation des pilotes et du personnel de cabine;
- Un nouveau contrat à long terme exclusif avec un transporteur aérien européen dont l'identité demeure confidentielle pour des services de formation et de recrutement du personnel de cabine;
- Des services d'exploitation, de maintenance et de mise à niveau de centres de formation à des clients en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Produits des activités ordinaires	365,2	336,2	367,6	322,1	296,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	50,1	57,0	61,8	53,8	45,4 \$
Marges opérationnelles	13,7	17,0	16,8	16,7	15,3 %
Dotation aux amortissements	33,4	31,1	30,8	31,0	29,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	20,6	21,4	29,4	25,1	28,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	10,6	7,2	8,8	11,5	9,3 \$
Capital utilisé	2 075,1	2 023,0	1 984,2	1 887,7	1 879,4 \$
Carnet de commandes total	3 003,1	2 789,4	2 903,3	2 586,1	2 415,9 \$
Unités NES ⁷	202	203	201	200	196
FFS déployés	259	258	256	246	245
Taux d'utilisation ⁷	64	73	70	68	62 %

Produits des activités ordinaires en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 23 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de l'accroissement de nos prises de commandes. La baisse saisonnière de la demande de formation en Europe et en Amérique a été compensée par l'affermissement du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à l'accroissement des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de la hausse de nos prises de commandes. L'augmentation s'explique également en partie par l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, par la progression de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique, par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et par la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 701,4 millions \$, en hausse de 96,5 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique, ainsi que par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. Elle découle également de l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication du fait de l'accroissement de nos prises de commandes et de la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 50,1 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre écoulé, comparativement à 57,0 millions \$ (17,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 45,4 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est replié de 6,9 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent. Le recul découle d'abord et avant tout de la baisse saisonnière de la demande de formation en Europe et en Amérique, comme il est expliqué plus haut, et de l'incidence moins favorable des variations du change découlant de la réévaluation du fonds de roulement hors trésorerie, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 4,7 millions \$, soit 10 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation s'explique en grande partie par l'accroissement de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique, par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, par la hausse de la rentabilité de nos coentreprises asiatiques et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication et par la hausse du bénéfice constaté à l'exercice précédent du fait de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une coentreprise.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 107,1 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 12,2 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse de la demande de formation et du taux d'utilisation de FFS en Europe et en Amérique, à l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, à la hausse de la rentabilité de nos coentreprises asiatiques et à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par la progression du bénéfice constaté à l'exercice précédent du fait de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une coentreprise.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 20,6 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 13,5 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, à 7,1 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 52,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé découle en grande partie des variations du change sur certains actifs à long terme et de la rentabilité accrue de l'investissement dans les participations mises en équivalence. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout en raison de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer de même que des passifs au titre des contrats en cours, ainsi que de la baisse des créances clients.

Carnet de commandes total de 3 003,1 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2015	Semestre clos le 30 septembre 2015
Commandes engagées en début de période	2 309,0 \$	2 397,7 \$
+ commandes	481,9	770,2
- produits des activités ordinaires	(365,2)	(701,4)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	103,4	62,6
Commandes engagées en fin de période	2 529,1 \$	2 529,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	474,0	474,0
Carnet de commandes total	3 003,1 \$	3 003,1 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,32. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,16.

7.2 Défense et sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016****Acquisitions**

- Nous avons finalisé l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB) et sommes maintenant le maître d'œuvre responsable du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC).

Expansions

- Nous avons renouvelé notre entente de collaboration avec Eurofighter Simulation Systems portant sur la fourniture des systèmes visuels pour le programme Aircrew Synthetic Training Aids de l'avion Eurofighter Typhoon;
- Nous avons annoncé que notre centre de formation polyvalent (MPTC) de CAE Brunei a été désigné organisme de formation agréé selon les lignes directrices et les procédures établies par l'Agence européenne de la sécurité aérienne, ce qui permettra au MPTC de CAE Brunei d'offrir une solution de formation avec instructeurs sur l'hélicoptère Sikorsky S-92.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons soutenu la participation de la Royal Australian Air Force à l'exercice *Coalition Virtual Flag 15*, l'un des plus grands exercices virtuels de combat aérien au monde, de sorte que les aéronefs et les simulateurs puissent participer à l'exercice commun et multinational d'entraînement au combat aérien;
- L'Open Geospatial Consortium (OGC), un consortium international de normalisation qui appuie les solutions interexploitables, a récemment approuvé l'utilisation de la base de données commune CDB de CAE comme l'une de ses meilleures pratiques, ouvrant ainsi la voie à l'expansion continue de la base de données commune comme architecture privilégiée pour la création et l'entretien d'environnements synthétiques fondés sur la simulation.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 318,8 millions \$, notamment :

- L'exercice d'une option pour une troisième année de l'U.S. Air Force pour l'élaboration de didacticiels et des services d'entraînement des équipages des avions télépilotes MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper, incluant un amendement au contrat pour augmenter le nombre d'instructeurs employés pour supporter le programme d'entraînement;
- Un nouveau contrat de cinq ans de GFD GmbH, une filiale d'Airbus Defense & Space, pour la prestation d'une série de services de maintenance et de soutien pour les simulateurs de missions Eurofighter de la Force aérienne allemande;
- L'exercice d'une option pour la sixième année de l'U.S. Air Force pour des services d'entraînement des équipages dans le cadre du programme Système d'entraînement de l'équipage du KC-135;
- Un contrat de Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes C-130J/LM-100J;
- Un contrat de Mitsubishi Electric United States pour fournir certains composants essentiels du système intégré et évolué de détection des anomalies magnétiques de CAE pour 20 avions de patrouille maritime P-1 exploités par le ministère de la Défense du Japon;
- L'exercice d'une option pour la deuxième année de l'U.S. Navy pour la fourniture continue de services de formation des équipages du T-44C;

- Un contrat de l'U.S. Navy pour la mise à niveau technologique de simulateurs et de systèmes de formation sur hélicoptères MH-60 Seahawk. Par la suite, un soumissionnaire non retenu a contesté l'attribution du contrat, ce qui est chose courante dans le cadre du processus d'approvisionnement du Department of Defense des États-Unis. Nous sommes d'avis que l'attribution du contrat à CAE sera maintenue.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Produits des activités ordinaires	226,2	196,9	234,7	215,7	209,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	28,4	23,6	39,5	28,6	25,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,6	12,0	16,8	13,3	12,2 %
Dotations aux amortissements	16,6	15,5	15,2	14,2	14,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	4,3	1,8	10,8	2,4	6,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,8	2,0	5,5	3,0	5,8 \$
Capital utilisé	746,3	749,4	675,5	661,8	619,6 \$
Carnet de commandes total	3 378,9	2 642,9	2 453,9	2 381,9	2 397,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par l'augmentation des produits des activités ordinaires en raison de l'accroissement du niveau d'activité à l'égard des programmes nord-américains, européens et asiatiques.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul du niveau d'activité à l'égard des programmes nord-américains.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 423,1 millions \$, en hausse de 16,1 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains en raison de l'augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 20 % par rapport au trimestre précédent et de 11 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 28,4 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 23,6 millions \$ (12,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 25,6 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2015.

La hausse par rapport au trimestre précédent découle d'abord et avant tout de l'augmentation du volume et de la marge à l'égard des programmes nord-américains, de la progression du volume à l'égard des programmes asiatiques et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été annulés en partie par la diminution des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par la hausse de la marge à l'égard des programmes nord-américains et par la progression du volume à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement.

Pour le premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel a atteint 52,0 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 4,5 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant l'exercice, par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par la progression du volume à l'égard de nos programmes européens, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement.

Capital utilisé en baisse de 3,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout du fait de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer et une diminution du capital utilisé du fait de l'acquisition de FAMB au cours du trimestre écoulé. La diminution a été contrebalancée en partie par les variations du change sur les actifs à long terme.

Carnet de commandes total en hausse de 28 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2015	Semestre clos le 30 septembre 2015
Commandes engagées en début de période	1 966,6 \$	1 956,4 \$
+ commandes	318,8	526,1
- produits des activités ordinaires	(226,2)	(423,1)
+/- ajustements	460,1	459,9
Commandes engagées en fin de période	2 519,3 \$	2 519,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	104,8	104,8
Commandes non financées	754,8	754,8
Carnet de commandes total	3 378,9 \$	3 378,9 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,41. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,10.

Pour le trimestre écoulé, les ajustements s'expliquent essentiellement par les ajouts au carnet de commandes découlant de l'acquisition de FAMB et par l'incidence favorable des variations du change.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 181,9 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 101,8 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016****Expansions**

- Nous nous sommes associés à MedAffinity pour l'intégration d'un système de dossiers de santé électroniques de MedAffinity dans notre solution de gestion de centres de formation fondée sur la simulation LearningSpace, afin d'augmenter le réalisme des simulations du domaine de la santé;
- Nous avons signé un accord de distribution exclusif avec l'entreprise Strategic Operations pour ses combinaisons de simulation en traumatologie (*Cut Suit*) et d'autres produits de simulation destinés à la formation, et ce, mondialement, à l'exception des États-Unis.

Nouveaux programmes et produits

- En collaboration avec l'International Nursing Association for Clinical Simulation & Learning (INACSL), nous avons mis en place le Programme avancé en simulation de l'INACSL et de CAE Santé pour les enseignants et les professionnels du domaine de la santé;
- Nous avons livré une solution de formation de nouvelle génération à Abiomed pour ses programmes de formation sur la pompe cardiaque Impella intégrant pour la première fois nos technologies de simulation d'échographie et de patients.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de six simulateurs d'interventions, de six simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie et d'une solution de gestion de centres de simulation à l'Institut de recherche universitaire de santé McGill, au Canada;
- La vente de deux simulateurs de patients et de deux solutions audiovisuelles destinées à un usage militaire étranger à Pulau Corporation (États-Unis);
- La vente de sept simulateurs de patients à la University of South Alabama (États-Unis);
- La vente de 13 simulateurs de patients pour la formation médicale d'urgence en Hongrie;
- La vente de six simulateurs de patients à Air Methods, Corp. (États-Unis).

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Produits des activités ordinaires	25,4	23,9	29,3	21,3	24,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,5	0,6	4,1	0,5	1,8 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	5,9	2,5	14,0	2,3	7,4 %
Dotations aux amortissements	3,4	3,5	3,6	3,3	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,8	0,5	0,8	0,7	0,8 \$
Capital utilisé	210,4	197,8	206,5	191,4	188,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des simulateurs d'interventions et des didacticiels.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des simulateurs d'interventions, essentiellement du fait de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 49,3 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients découlant essentiellement du lancement de nouveaux produits et de l'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des garanties et des simulateurs d'interventions. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse de 17 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,5 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 0,6 million \$ (2,5 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 1,8 million \$ (7,4 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2015.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires, comme nous l'expliquons plus haut.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à une combinaison moins favorable de produits.

Pour le premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 2,1 millions \$ (4,3 % des produits des activités ordinaires) et est donc demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires a été neutralisée par une combinaison moins favorable de produits.

Capital utilisé en hausse de 12,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles du fait des variations du change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	30 septembre 2015	2014	30 juin 2015	30 septembre 2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	73,6 \$	69,2 \$	66,8 \$	140,4 \$	154,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	52,7	(55,5)	(113,2)	(60,5)	(138,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	126,3 \$	13,7 \$	(46,4) \$	79,9 \$	16,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(9,1)	(17,6)	(12,3)	(21,4)	(30,9)
Autres actifs	(6,9)	(3,1)	(2,3)	(9,2)	(6,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,4	0,5	0,1	1,5	0,9
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	-	0,1	0,3	0,3	(2,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	2,1	1,1	12,3	14,4	7,0
Dividendes versés	(12,1)	(11,8)	(12,9)	(25,0)	(22,3)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	101,7 \$	(17,1) \$	(61,2) \$	40,5 \$	(38,0) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(16,1)	(18,2)	(11,3)	(27,4)	(44,6)
Frais de développement inscrits à l'actif	(8,3)	(9,2)	(7,1)	(15,4)	(22,1)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,8	0,6	11,6	12,4	6,0
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	14,3	-	(0,7)	13,6	(2,0)
Produit de la cession d'activités abandonnées	29,2	-	-	29,2	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	14,9	3,4	(0,5)	14,4	(4,2)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	136,5 \$	(40,5) \$	(69,2) \$	67,3 \$	(104,9) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies positifs de 101,7 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de 2015 est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 40,5 millions \$, en hausse de 78,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 25,2 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 16,1 millions \$ pour le trimestre écoulé et à 27,4 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 9,1 millions \$ pour le trimestre écoulé et 21,4 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 645,9 \$	1 565,4 \$	1 562,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(377,0)	(284,4)	(330,2)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(1,2)	(49,5)	(47,0)
Passifs courants	(1 172,9)	(1 021,9)	(1 039,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	121,7	112,7	55,5
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	216,5 \$	322,3 \$	201,7 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,2	49,5	47,0
Immobilisations corporelles	1 533,6	1 454,1	1 461,2
Autres actifs non courants	1 770,4	1 612,0	1 633,2
Autres passifs non courants	(723,9)	(690,7)	(729,6)
Total du capital utilisé	2 797,8 \$	2 747,2 \$	2 613,5 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	121,7 \$	112,7 \$	55,5 \$
Dette à long terme	1 192,1	1 178,5	1 224,3
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(377,0)	(284,4)	(330,2)
Dette nette ⁹	936,8 \$	1 006,8 \$	949,6 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 803,7	1 688,8	1 612,7
Participations ne donnant pas le contrôle	57,3	51,6	51,2
Provenance du capital	2 797,8 \$	2 747,2 \$	2 613,5 \$

Capital utilisé en hausse de 50,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est attribuable à l'augmentation des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, neutralisée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, par le recul du montant net des actifs détenus en vue de la vente et par l'augmentation des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) s'est chiffré à 11,0 % pour le trimestre, comparativement à 10,3 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 105,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse découle essentiellement de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer et de l'ajout d'un fonds de roulement hors trésorerie négatif lié à l'acquisition de FAMB au cours du trimestre écoulé.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 79,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est en grande partie attribuable aux variations du change et aux dépenses d'investissement en immobilisations, ces facteurs ayant été annulés en partie par la dotation aux amortissements.

Autres actifs non courants en hausse de 158,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par les variations du change, par la progression des autres actifs en raison des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir comptabilisés durant le trimestre au titre du règlement de différends fiscaux au Canada et par la hausse des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de FAMB.

Autres passifs non courants en hausse de 33,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des provisions à long terme découlant de l'acquisition de FAMB et à la progression des obligations au titre des avantages du personnel découlant en grande partie de la diminution du rendement des actifs des régimes.

Montant net des actifs détenus en vue de la vente en baisse de 48,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique par la vente de notre division minière au cours du trimestre écoulé.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2015	Semestre clos le 30 septembre 2015
Dette nette en début de période	1 006,8 \$	949,6 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(136,5)	(67,3)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	61,0	48,6
Autres	5,5	5,9
Diminution de la dette nette pour la période	(70,0) \$	(12,8) \$
Dette nette en fin de période	936,8 \$	936,8 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	33,5 %	

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant d'au plus 150,0 millions \$.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 septembre 2015, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 120,6 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 69,2 millions \$ et de l'incidence favorable des variations du change de 87,1 millions \$, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par les variations nettes de 15,4 millions \$ des couvertures de flux de trésorerie, par des dividendes de 12,1 millions \$ et par la réévaluation des régimes à prestations définies de 9,9 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2015, nous avons au total 269 252 676 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 589,6 millions \$.

Au 31 octobre 2015, nous avons un total de 269 254 326 actions ordinaires émises et en circulation.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, nous avons acquis les actifs de FAMB, un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense, pour une contrepartie totale de 19,8 millions \$, excluant des ajustements du prix d'achat. Cette acquisition renforce nos compétences principales à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive, et élargit notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé 0,5 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 33,5 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 30,0 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Élargissement de notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Aucun produit des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel sectoriel n'a été inscrit à l'état consolidé du résultat net provenant de FAMB pour le trimestre écoulé. Si FAMB avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel de 41,5 millions \$ et de 2,7 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par CAE. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de notre performance future.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	21,3 \$
Passifs courants	(59,3)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	33,5
Passifs non courants	(17,7)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	20,9 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	2,2
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,1 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisées au cours d'exercices antérieurs	0,7
Total de la contrepartie en trésorerie	23,8 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse

²⁾ Le goodwill est déductible aux fins fiscales

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 4 des états financiers consolidés intermédiaires.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instrument financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et de changements d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1^{er} avril 2015, nous avons amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes de retraite canadiens à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, nous estimions les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2015, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

Nous avons acquis FAMB au cours du trimestre écoulé. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont restreint la portée de leur conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de manière à en exclure les contrôles, politiques et procédures de FAMB. FAMB maintient des systèmes et des processus d'information distincts. Nous avons amorcé l'intégration des contrôles internes, politiques et procédures de FAMB avec les nôtres. Ce processus d'intégration devrait prendre fin au cours de l'exercice 2016.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	616,8	1)	1)	1 173,8 \$
Résultat net	44,5	69,2	1)	1)	113,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	75,3	1)	1)	120,2 \$
Activités abandonnées	(0,5)	(6,5)	1)	1)	(7,0) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,4	1)	1)	0,5 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,26	1)	1)	0,42 \$
Activités poursuivies	0,17	0,28	1)	1)	0,45 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)	1)	1)	(0,03) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,19	0,18	1)	1)	0,37 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	268,6	1)	1)	268,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	268,9	1)	1)	268,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,31	1)	1)	1,27
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,46	1)	1)	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	2,03	1)	1)	1,96
Exercice 2015					
					Total
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
Exercice 2014					
					Total
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68

1) Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2015	31 mars 2015
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		377,0 \$	330,2 \$
Créances clients	5	493,7	468,0
Contrats en cours : actifs		372,6	309,8
Stocks		249,0	237,3
Acomptes		86,4	81,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		41,8	43,9
Actifs financiers dérivés	14	24,0	30,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	1,4	61,2
Total de l'actif courant		1 645,9 \$	1 562,5 \$
Immobilisations corporelles		1 533,6	1 461,2
Immobilisations incorporelles		914,3	844,7
Participations mises en équivalence		333,4	318,0
Actifs d'impôt différé		34,5	33,2
Actifs financiers dérivés	14	24,1	21,1
Autres actifs		464,1	416,2
Total de l'actif		4 949,9 \$	4 656,9 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		783,2 \$	732,7 \$
Provisions	11	18,8	17,5
Impôt sur le résultat à payer		10,8	10,6
Contrats en cours : passifs		181,4	154,6
Partie courante de la dette à long terme		121,7	55,5
Passifs financiers dérivés	14	56,8	54,0
Passifs détenus en vue de la vente	3	0,2	14,2
Total du passif courant		1 172,9 \$	1 039,1 \$
Provisions		6,5	4,6
Dette à long terme		1 192,1	1 224,3
Obligations relatives aux redevances		150,1	158,4
Obligations au titre des avantages du personnel		174,8	185,7
Profits différés et autres passifs non courants		151,2	165,1
Passifs d'impôt différé		218,9	198,6
Passifs financiers dérivés	14	22,4	17,2
Total du passif		3 088,9 \$	2 993,0 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		589,6 \$	559,0 \$
Surplus d'apport		17,6	19,1
Cumul des autres éléments du résultat global		247,1	177,3
Résultats non distribués		949,4	857,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 803,7 \$	1 612,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		57,3	51,2
Total des capitaux propres		1 861,0 \$	1 663,9 \$
Total du passif et des capitaux propres		4 949,9 \$	4 656,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		30 septembre		30 septembre	
		2015	2014	2015	2014
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	15	616,8 \$	529,4 \$	1 173,8 \$	1 055,6 \$
Coût des ventes		457,6	393,2	857,0	782,9
Marge brute		159,2 \$	136,2 \$	316,8 \$	272,7 \$
Frais de recherche et de développement		20,3	16,6	41,1	31,0
Frais de vente, généraux et d'administration		69,3	60,5	141,1	124,4
Autres profits – montant net	10	(2,0)	(0,2)	(6,7)	(4,0)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	15	(8,4)	(13,5)	(19,9)	(23,2)
Coûts de restructuration	11	2,4	-	10,1	-
Résultat opérationnel		77,6 \$	72,8 \$	151,1 \$	144,5 \$
Produits financiers	6	(2,3)	(2,1)	(4,3)	(4,2)
Charges financières	6	21,4	20,4	42,1	39,0
Charges financières – montant net		19,1 \$	18,3 \$	37,8 \$	34,8 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		58,5 \$	54,5 \$	113,3 \$	109,7 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	12	(17,2)	12,9	(7,4)	24,5
Résultat des activités poursuivies		75,7 \$	41,6 \$	120,7 \$	85,2 \$
Activités abandonnées					
Résultat des activités abandonnées	3	(6,5)	0,9	(7,0)	(1,1)
Résultat net		69,2 \$	42,5 \$	113,7 \$	84,1 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		68,8 \$	42,9 \$	113,2 \$	84,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	(0,4)	0,5	(0,6)
		69,2 \$	42,5 \$	113,7 \$	84,1 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées					
attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	8	0,28 \$	0,16 \$	0,45 \$	0,32 \$
De base et dilué – activités abandonnées	8	(0,02)	-	(0,03)	-
		0,26 \$	0,16 \$	0,42 \$	0,32 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2015	2014	2015	2014
Résultat net	69,2 \$	42,5 \$	113,7 \$	84,1 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	128,1 \$	29,1 \$	126,9 \$	(31,0) \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(39,4)	(22,2)	(30,7)	(6,5)
Reclassements au résultat net	(12,1)	-	(16,1)	-
Impôt sur le résultat	(4,8)	(0,9)	(4,2)	1,9
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	15,3	10,7	9,5	2,7
	87,1 \$	16,7 \$	85,4 \$	(32,9) \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(38,1) \$	(14,7) \$	(36,8) \$	3,8 \$
Reclassements au résultat net	17,0	(1,2)	22,3	(3,9)
Impôt sur le résultat	5,8	4,3	4,0	-
Quote-part après impôt de la variation nette des couvertures de flux de trésorerie liée aux participations mises en équivalence	(0,1)	(0,1)	0,4	0,1
	(15,4) \$	(11,7) \$	(10,1) \$	- \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	- \$	- \$	0,1 \$	- \$
	- \$	- \$	0,1 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies				
Réévaluations des régimes à prestations définies	(13,4) \$	(16,9) \$	25,5 \$	(26,3) \$
Impôt sur le résultat	3,5	4,6	(7,1)	7,1
	(9,9) \$	(12,3) \$	18,4 \$	(19,2) \$
Autres éléments du résultat global	61,8 \$	(7,3) \$	93,8 \$	(52,1) \$
Total du résultat global	131,0 \$	35,2 \$	207,5 \$	32,0 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	125,3 \$	34,5 \$	201,4 \$	31,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	5,7	0,7	6,1	0,1
	131,0 \$	35,2 \$	207,5 \$	32,0 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :				
Activités poursuivies	137,9 \$	33,9 \$	213,0 \$	33,7 \$
Activités abandonnées	(12,6)	0,6	(11,6)	(1,8)
	125,3 \$	34,5 \$	201,4 \$	31,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations en capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
<i>Semestre clos le 30 septembre 2015 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période	266 903 070	559,0 \$	19,1 \$	177,3 \$	857,3 \$	1 612,7 \$	51,2 \$	1 663,9 \$	
Résultat net	-	- \$	- \$	- \$	113,2 \$	113,2 \$	0,5 \$	113,7 \$	
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion	-	-	-	79,8	-	79,8	5,6	85,4	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	(10,1)	-	(10,1)	-	(10,1)	
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1	
Réévaluations des régimes à prestations définies	-	-	-	-	18,4	18,4	-	18,4	
Total du résultat global	-	- \$	- \$	69,8 \$	131,6 \$	201,4 \$	6,1 \$	207,5 \$	
Options sur actions exercées	1 340 630	12,4	-	-	-	12,4	-	12,4	
Achat facultatif au comptant	1 983	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	3,7	(3,7)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions	-	-	2,2	-	-	2,2	-	2,2	
Dividendes en actions	8	1 006 993	14,5	-	(14,5)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	8	-	-	-	(25,0)	(25,0)	-	(25,0)	
Soldes à la clôture de la période	269 252 676	589,6 \$	17,6 \$	247,1 \$	949,4 \$	1 803,7 \$	57,3 \$	1 861,0 \$	
<i>Semestre clos le 30 septembre 2014 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période	263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$	
Résultat net	-	- \$	- \$	- \$	84,7 \$	84,7 \$	(0,6) \$	84,1 \$	
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion	-	-	-	(33,6)	-	(33,6)	0,7	(32,9)	
Réévaluations des régimes à prestations définies	-	-	-	-	(19,2)	(19,2)	-	(19,2)	
Total du résultat global	-	- \$	- \$	(33,6) \$	65,5 \$	31,9 \$	0,1 \$	32,0 \$	
Options sur actions exercées	550 514	6,0	-	-	-	6,0	-	6,0	
Achat facultatif au comptant	2 754	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	1,6	(1,6)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions	-	-	1,8	-	-	1,8	-	1,8	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	3,6	3,6	
Dividendes en actions	8	912 902	12,1	-	(12,1)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	8	-	-	-	(22,3)	(22,3)	-	(22,3)	
Soldes à la clôture de la période	265 237 613	537,2 \$	19,7 \$	95,9 \$	806,2 \$	1 459,0 \$	44,3 \$	1 503,3 \$	

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 30 septembre 2015 s'est élevé à 1 196,5 millions \$ (902,1 millions \$ en 2014). Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Activités opérationnelles			
Résultat lié aux activités poursuivies		120,7 \$	85,2 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	15	58,5	51,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	15	45,0	39,2
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(19,9)	(23,2)
Impôt sur le résultat différé		6,4	11,8
Crédits d'impôt à l'investissement		(35,3)	(4,2)
Rémunération fondée sur des actions		2,0	3,0
Régimes de retraite à prestations définies		6,9	3,2
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(20,2)	(16,9)
Autres		(23,7)	4,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	12	(60,5)	(138,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		79,9 \$	16,5 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	4	13,6 \$	(2,0) \$
Produit de la disposition des activités abandonnées	3	29,2	-
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(48,8)	(75,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1,5	0,9
Frais de développement inscrits à l'actif		(15,4)	(22,1)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(6,1)	(11,7)
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence		0,3	(2,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		14,4	7,0
Autres		(3,1)	4,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(14,4) \$	(100,9) \$
Activités de financement			
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		299,4 \$	243,7 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(314,0)	(169,0)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		14,6	19,6
Remboursement sur la dette à long terme		(13,5)	(8,4)
Remboursement sur contrats de location-financement		(7,0)	(7,8)
Dividendes versés		(25,0)	(22,3)
Émission d'actions ordinaires		12,4	6,0
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(33,1) \$	61,8 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		14,4 \$	(4,2) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		46,8 \$	(26,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		330,2	312,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées		-	(7,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		377,0 \$	277,8 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		14,4 \$	7,0 \$
Intérêts payés		25,9	26,7
Intérêts reçus		3,8	5,1
Impôt sur le résultat payé		9,6	15,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 11 novembre 2015.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et les organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit, fabrique et commercialise des simulateurs, ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation. Ce secteur offre des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi qu'aux cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

La division minière de la Société, connue sous le nom de Datamine, a été vendue durant le deuxième trimestre de l'exercice 2016 (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1^{er} avril 2015, la Société a amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes canadiens à prestations définies et la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, la Société estimait les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement, afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et 2010, ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre sa division minière à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité et Santé. Les actifs et passifs concernés ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Le 24 juillet 2015, la Société a complété la vente de sa division minière connue sous le nom de Datamine pour un montant de 32,0 millions \$ excluant un ajustement du fonds de roulement et une contrepartie éventuelle maximale de 10,0 millions \$ sous réserve que certains résultats financiers soient atteints. Les actifs nets qui demeurent détenus en vue de la vente consistent principalement des stocks exclus de la transaction.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Actifs courants ¹⁾	1,4 \$	15,8 \$
Immobilisations incorporelles	-	42,9
Autres actifs non courants	-	2,5
Actifs détenus en vue de la vente	1,4 \$	61,2 \$
Passifs courants	0,2 \$	12,9 \$
Autres passifs non courants	-	1,3
Passifs détenus en vue de la vente	0,2 \$	14,2 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,2 \$	47,0 \$

¹⁾ Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires	2,1 \$	8,9 \$	9,5 \$	17,3 \$
Charges	2,9	7,4	10,3	16,7
Résultat avant impôt sur le résultat, évaluation à la juste valeur et la disposition	(0,8) \$	1,5 \$	(0,8) \$	0,6 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(1,1)	0,6	(0,6)	0,8
Résultat avant évaluation à la juste valeur et la disposition	0,3 \$	0,9 \$	(0,2) \$	(0,2) \$
Perte sur évaluation à la juste valeur et disposition	(7,7)	-	(7,7)	(1,0)
Recouvrement d'impôt sur évaluation à la juste valeur et la disposition	0,9	-	0,9	0,1
Résultat lié aux activités abandonnées	(6,5) \$	0,9 \$	(7,0) \$	(1,1) \$
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>			2015	2014
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles			4,0 \$	(2,0) \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			(0,7)	(2,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			(0,1)	-

NOTE 4 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, la Société a acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense pour une contrepartie total de 19,8 millions \$, excluant des ajustements du prix d'achat. Cette acquisition renforce les compétences principales de CAE à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive et élargit son offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé de 0,5 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill s'établit à 33,5 millions \$, montant qui demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 30,0 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Élargissement de l'offre de CAE dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Aucun produit des activités ordinaires et ni aucun résultat opérationnel sectoriel n'a été inclus dans l'état consolidé du résultat net provenant de FAMB durant le trimestre. Si FAMB avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel additionnel de 41,5 millions \$ et de 2,7 millions \$ respectivement. Ces montants pro forma non audité ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec la Société. Les montants sont fournis à titre d'informations supplémentaires et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition se présentent comme suit :

	Total
Actifs courants ¹⁾	21,3 \$
Passifs courants	(59,3)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	33,5
Passifs non courants	(17,7)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	20,9 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	2,2
Totale de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,1 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisés au cours des exercices antérieurs	0,7
Totale de la contrepartie en trésorerie	23,8 \$

¹⁾Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾Le goodwill est déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2015	2014
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	487,4 \$	502,5 \$
Acquisition d'une filiale	30,0	-
Transféré aux actifs détenus en vue de la vente (note 3)	-	(26,1)
Différences de conversion	31,3	(10,9)
Valeur comptable nette à la clôture de la période	548,7 \$	465,5 \$

NOTE 5 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2015	2015
Créances clients courantes	148,6 \$	170,6 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	47,9	52,9
31-60 jours	22,6	10,9
61-90 jours	12,7	12,8
Plus de 90 jours	56,4	58,9
Provision pour créances douteuses	(16,0)	(15,6)
Total créances clients	272,2 \$	290,5 \$
Créances clients non facturées	113,2	103,0
Montants à recevoir de parties liées (note 16)	57,6	28,7
Autres créances clients	50,7	45,8
Total des créances clients	493,7 \$	468,0 \$

NOTE 6 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	14,1 \$	14,1 \$	28,1 \$	27,4 \$
Contrats de location-financement	2,7	2,5	5,3	4,9
Obligations relatives aux redevances	2,0	1,6	4,1	3,2
Obligations au titre des avantages du personnel	1,3	1,3	2,7	2,5
Dotations aux amortissements des frais de financement	0,3	0,3	0,7	0,7
Provisions et autres passifs non courants	0,2	0,3	0,4	0,7
Autres	1,4	1,5	2,5	1,8
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,6)	(1,2)	(1,7)	(2,2)
Charges financières	21,4 \$	20,4 \$	42,1 \$	39,0 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,2) \$	(1,9) \$	(4,0) \$	(3,7) \$
Autres	(0,1)	(0,2)	(0,3)	(0,5)
Produits financiers	(2,3) \$	(2,1) \$	(4,3) \$	(4,2) \$
Charges financières – montant net	19,1 \$	18,3 \$	37,8 \$	34,8 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,00 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2015 (3,75 % en 2014) et de 4,00 % pour le trimestre clos le 30 juin 2015 (3,75 % en 2014).

NOTE 7 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	7,8 \$	9,9 \$	8,8 \$	5,0 \$
Contributions	6,8	7,7	12,9	15,5
Paiements reçus	(7,9)	(9,7)	(15,0)	(12,6)
Montant à recevoir à la clôture de la période	6,7 \$	7,9 \$	6,7 \$	7,9 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,2 \$	0,1 \$	0,3 \$	0,7 \$
Projet Innover	2,0	3,0	3,1	5,5
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,8	0,4	1,3	0,8
Projet Innover	3,8	4,2	8,2	8,5
Total des contributions :				
Projet Nouveaux marchés principaux	1,0 \$	0,5 \$	1,6 \$	1,5 \$
Projet Innover	5,8	7,2	11,3	14,0

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	268 625 049	264 699 281	268 027 903	264 324 446
Effet dilutif des options sur actions	307 638	887 822	351 896	998 680
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	268 932 687	265 587 103	268 379 799	265 323 126

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, des options sur 2 875 975 actions ordinaires (1 416 800 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2015, des options sur 1 598 600 actions ordinaires (1 405 000 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Les dividendes déclarés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 se sont élevés à 20,6 millions \$, soit 0,075 \$ par action (18,6 millions \$ en 2015, soit 0,07 \$ par action). Pour la première moitié de l'exercice 2016, les dividendes déclarés se sont élevés à 39,5 millions \$, soit 0,145 \$ par action (34,4 millions \$ en 2015, soit 0,13 \$ par action).

NOTE 9 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	190,4 \$	167,1 \$	370,3 \$	340,7 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	5,8	3,5	13,3	8,1
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	7,7	6,5	16,6	12,9
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	2,7	2,0	5,0	4,0
Indemnités de cessation d'emploi	1,8	1,5	10,1	4,4
Total de la charge de rémunération du personnel	208,4 \$	180,6 \$	415,3 \$	370,1 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 10 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Cession d'immobilisations corporelles	0,3 \$	0,2 \$	0,4 \$	0,3 \$
Montant net des gains (pertes) de change	1,6	(1,6)	4,8	(3,0)
Reprise d'obligations relatives aux redevances	-	-	-	4,0
Autres	0,1	1,6	1,5	2,7
Autres profits – montant net	2,0 \$	0,2 \$	6,7 \$	4,0 \$

NOTE 11 – COÛTS DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net et dans la provision courante au cours du trimestre.

Le tableau suivant présente la variation de la provision pour coûts de restructuration :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Provision à l'ouverture de la période	10,3 \$	11,4 \$	4,7 \$	13,1 \$
Ajouts	2,4	-	11,2	-
Montants utilisés	(3,3)	(1,6)	(5,4)	(2,9)
Renversement des montants non utilisés	-	-	(1,1)	-
Différences de conversion	0,4	(0,2)	0,4	(0,6)
Provision à la clôture de la période	9,8 \$	9,6 \$	9,8 \$	9,6 \$

NOTE 12 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RESULTAT

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2015	2014
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	7,2 \$	20,1 \$
Contrats en cours : actifs	(48,7)	(44,6)
Stocks	8,3	(28,0)
Acomptes	4,4	1,5
Impôt sur le résultat à recouvrer	2,7	(6,2)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(63,8)	(32,5)
Provisions	3,1	(7,1)
Impôt sur le résultat à payer	2,2	(1,5)
Contrats en cours : passifs	24,1	(39,9)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(60,5) \$	(138,2) \$

b) Recouvrement d'impôt sur le résultat :

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, un recouvrement d'impôt net de 29,4 millions \$ a été enregistré au résultat net relativement à un règlement de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, à certains contrôles fiscaux et à des variations de change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé.

NOTE 13 – ÉVENTUALITES

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur sa situation financière.

NOTE 14 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 septembre 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	377,0 \$	- \$	- \$	- \$	377,0 \$	377,0 \$
Créances clients	-	-	475,9 ³⁾	-	475,9	475,9
Contrats en cours : actifs	-	-	372,6	-	372,6	372,6
Actifs financiers dérivés	10,1	-	-	38,0	48,1	48,1
Autres actifs	27,8 ⁴⁾	1,7 ⁵⁾	166,4 ⁶⁾	-	195,9	215,4
	414,9 \$	1,7 \$	1 014,9 \$	38,0 \$	1 469,5 \$	1 489,0 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	582,6 \$ ⁷⁾	- \$	582,6 \$	582,6 \$	582,6 \$
Provisions	0,9	19,2	-	20,1	20,1	20,1
Total de la dette à long terme	-	1 317,7 ⁸⁾	-	1 317,7	1 412,5	1 412,5
Autres passifs non courants	-	170,7 ⁹⁾	-	170,7	193,9	193,9
Passifs financiers dérivés	14,5	-	64,7	79,2	79,2	79,2
	15,4 \$	2 090,2 \$	64,7 \$	2 170,3 \$	2 288,3 \$	2 288,3 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	- \$	- \$	330,2 \$	330,2 \$
Créances clients	-	-	451,1 ³⁾	-	451,1	451,1
Contrats en cours : actifs	-	-	309,8	-	309,8	309,8
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	36,2	51,4	51,4
Autres actifs	23,7 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	155,1 ⁶⁾	-	180,4	197,2
	369,1 \$	1,6 \$	916,0 \$	36,2 \$	1 322,9 \$	1 339,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	556,5 \$ ⁷⁾	- \$	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	1,5	15,1	-	16,6	16,6	16,6
Total de la dette à long terme	-	1 284,0 ⁸⁾	-	1 284,0	1 406,2	1 406,2
Autres passifs non courants	-	181,2 ⁹⁾	-	181,2	216,5	216,5
Passifs financiers dérivés	16,0	-	55,2	71,2	71,2	71,2
	17,5 \$	2 036,8 \$	55,2 \$	2 109,5 \$	2 267,0 \$	2 267,0 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie :

	30 septembre			31 mars		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	377,0 \$	- \$	377,0 \$	330,2 \$	- \$	330,2 \$
Liquidités soumises à restrictions	27,8	-	27,8	23,7	-	23,7
Contrats de change à terme	6,7	-	6,7	12,4	-	12,4
Dérivés incorporés sur devises	3,4	-	3,4	2,8	-	2,8
Disponibles à la vente	-	1,7	1,7	-	1,6	1,6
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	16,1	-	16,1	18,0	-	18,0
Swaps de devises	21,9	-	21,9	18,2	-	18,2
	452,9 \$	1,7 \$	454,6 \$	405,3 \$	1,6 \$	406,9 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Contrepartie éventuelle découlant des regroupements d'entreprises	- \$	0,9 \$	0,9 \$	- \$	1,5 \$	1,5 \$
Contrats de change à terme	13,2	-	13,2	15,5	-	15,5
Dérivés incorporés sur devises	-	-	-	0,1	-	0,1
Swaps sur actions	1,3	-	1,3	0,4	-	0,4
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	62,7	-	62,7	52,7	-	52,7
Swaps de taux d'intérêt	2,0	-	2,0	2,5	-	2,5
	79,2 \$	0,9 \$	80,1 \$	71,2 \$	1,5 \$	72,7 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Solde à l'ouverture de la période	0,9 \$	(0,7) \$	0,1 \$	(2,7) \$
Total des profits (pertes) réalisés et latents :				
Comptabilisés au résultat net	-	0,2	-	0,2
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(0,1)	-	-	-
Émis et réglés	-	-	0,7	2,0
Solde à la clôture de la période	0,8 \$	(0,5) \$	0,8 \$	(0,5) \$

NOTE 15 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé « résultat opérationnel sectoriel »). Les principes comptables appliqués pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	365,2 \$	296,0 \$	226,2 \$	209,1 \$	25,4 \$	24,3 \$	616,8 \$	529,4 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	25,9	22,9	3,8	2,9	0,7	0,6	30,4	26,4
Immobilisations incorporelles et autres actifs	7,5	6,6	12,8	11,2	2,7	2,6	23,0	20,4
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,2	0,5	(0,3)	0,3	(0,1)	0,3	(0,2)	1,1
Quote-part après impôt du résultat net								
des participations mises en équivalence	6,8	11,6	1,6	1,9	-	-	8,4	13,5
Résultat opérationnel sectoriel	50,1	45,4	28,4	25,6	1,5	1,8	80,0	72,8

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	701,4 \$	604,9 \$	423,1 \$	407,0 \$	49,3 \$	43,7 \$	1 173,8 \$	1 055,6 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	49,8	44,9	7,3	5,6	1,4	1,3	58,5	51,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	14,7	13,4	24,8	20,7	5,5	5,1	45,0	39,2
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,9	0,2	(0,3)	0,2	(0,1)	0,3	0,5	0,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	16,9	19,0	3,0	4,2	-	-	19,9	23,2
Résultat opérationnel sectoriel	107,1	94,9	52,0	47,5	2,1	2,1	161,2	144,5

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	31,2 \$	37,8 \$	59,8 \$	77,1 \$
Défense et sécurité	8,1	12,3	11,9	27,6
Santé	1,1	1,6	2,0	4,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	40,4 \$	51,7 \$	73,7 \$	109,5 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Total du résultat opérationnel sectoriel	80,0 \$	72,8 \$	161,2 \$	144,5 \$
Coûts de restructuration (note 11)	(2,4)	-	(10,1)	-
Résultat opérationnel	77,6 \$	72,8 \$	151,1 \$	144,5 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 septembre	31 mars
	2015	2015
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 699,5 \$	2 587,8 \$
Défense et sécurité	1 222,8	1 079,3
Santé	255,8	250,1
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	1,4	61,2
Actifs non inclus dans l'actif utilisé	770,4	678,5
Total de l'actif	4 949,9 \$	4 656,9 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	624,4 \$	603,6 \$
Défense et sécurité	476,5	403,8
Santé	45,4	43,6
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	0,2	14,2
Passifs non inclus dans le passif utilisé	1 942,4	1 927,8
Total du passif	3 088,9 \$	2 993,0 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	303,1 \$	261,1 \$	548,7 \$	502,0 \$
Formation et services	313,7	268,3	625,1	553,6
	616,8 \$	529,4 \$	1 173,8 \$	1 055,6 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	51,7 \$	36,6 \$	99,4 \$	74,3 \$
États-Unis	202,2	181,1	405,9	343,6
Royaume-Uni	59,7	62,8	123,0	118,4
Allemagne	24,3	17,0	39,7	36,2
Autres pays d'Europe	108,2	87,6	202,7	188,7
Émirats arabes unis	19,9	26,8	37,0	52,3
Chine	49,1	22,6	90,0	56,0
Autres pays d'Asie	66,4	53,1	107,4	94,0
Australie	12,9	15,5	28,0	40,6
Autres pays	22,4	26,3	40,7	51,5
	616,8 \$	529,4 \$	1 173,8 \$	1 055,6 \$
			30 septembre	31 mars
			2015	2015
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé				
Canada			954,3 \$	852,4 \$
États-Unis			916,5	872,3
Brésil			95,2	90,7
Royaume-Uni			304,0	292,6
Luxembourg			186,0	170,3
Pays-Bas			127,7	116,1
Autres pays d'Europe			276,1	261,8
Pays d'Asie			111,7	113,5
Autres pays			78,0	90,0
			3 049,5 \$	2 859,7 \$

NOTE 16 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 septembre		31 mars	
	2015		2015	
Créances clients (note 5)	57,6 \$		28,7 \$	
Contrats en cours : actifs	28,6		28,1	
Autres actifs	24,3		29,2	
Dettes fournisseurs et charges à payer	12,9		13,9	
Contrats en cours : passifs	3,4		3,9	

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 16,6 millions \$ (17,0 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 0,9 million \$ (5,7 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en décembre 2017 et en août 2018 et portent respectivement intérêt au taux annuel de 11 % et de 5 %, ainsi qu'un montant à recevoir ne portant pas intérêt au titre des créances clients non courantes de 6,8 millions \$ (6,5 millions \$ au 31 mars 2015), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 septembre 2015 et au 31 mars 2015.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires	34,0 \$	34,0 \$	54,0 \$	69,7 \$
Achats	0,3	2,5	1,5	2,8
Autres produits	0,6	0,5	1,3	1,1

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, des transactions s'élevant à 0,7 million \$ (0,6 million \$ en 2015) ont été faites aux prix du marché avec des entreprises pour lesquelles certains membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants. Au cours du premier semestre de l'exercice 2016, ces transactions s'élèvent à 1,2 million \$ (1,2 million \$ en 2015).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,0 \$	0,8 \$	1,9 \$	2,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	0,2	0,3	0,5	0,7
Paiements fondés sur des actions	2,5	0,9	4,6	1,6
	3,7 \$	2,0 \$	7,0 \$	4,3 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.




CAE

cae.com